

Gestion des Déchets Ménagers dans les Communes d'Adjamé et de Bingerville dans le District Autonome d'Abidjan, Côte d'Ivoire

N'TAMON Ekissi Alexis,

*Docteur en Sociologie de l'Environnement
Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Abidjan Côte d'Ivoire
Institut d'Ethno-Sociologie, Département de Sociologie. Laboratoire
d'Etude et de Recherche Interdisciplinaires en Sciences Sociales et
Humaines (LERISSH)
ntamone@yahoo.com*

KODJOH Essoh Steve Gustave,

*Docteur en Sociologie de l'Environnement
Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Abidjan Côte d'Ivoire
Institut d'Ethno-Sociologie, Département de Sociologie.
Laboratoire d'Etude et de Recherche Interdisciplinaires en Sciences
Sociales et Humaines (LERISSH)
essohsteve@gmail.com*

KONE Yelli Lagniguin,

*Docteur en Sociologie de l'Environnement
Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Abidjan Côte d'Ivoire
Institut d'Ethno-Sociologie, Département de Sociologie.
Laboratoire d'Etude et de Recherche Interdisciplinaires en Sciences
Sociales et Humaines (LERISSH)
lagniguin@gmail.com*

TRA Fulbert,

*Maître de Conférences en Sociologie
Université Félix HOUPHOUËT-BOIGNY, Abidjan Côte d'Ivoire
Institut d'Ethno-Sociologie, Département de Sociologie.
Laboratoire d'Etude et de Recherche Interdisciplinaires en Sciences
Sociales et Humaines (LERISSH)
fulberttra@gmail.com*

Résumé

Dans le district d'Abidjan, la quantité de déchets ménagers a connu au cours des dernières décennies un accroissement rapide en raison de l'urbanisation accélérée qui le caractérise. Dans ses différentes communes notamment celles d'Adjamé et de Bingerville, on constate la présence d'ordures ménagers dans les caniveaux, aux abords des routes et sur les voies publiques. Ce phénomène dû à la mauvaise gestion des déchets ménagers, provoque des odeurs nauséabondes et la prolifération des risques sanitaires. La présente étude a pour objectif d'identifier les facteurs explicatifs de la persistance des

pratiques à risques des ménages. Dans une perspective beaucoup plus quantitative, l'étude documentaire, l'observation directe et un questionnaire semi-ouvert ont été mobilisés pour obtenir les données. L'interprétation des résultats a été basée sur la théorie structuralisme constructiviste de Pierre Bourdieu et la théorie sociologique du risque d'Ulrich Beck. De l'analyse des résultats obtenus, il ressort que le niveau de connaissance des ménages sur la gestion des déchets, l'éducation environnementale envers les ménages et la pratique des mesures éco éducatives au sein des ménages permettent de déterminer le niveau d'éducation environnementale des ménages.

Mots clés : Déchets ménagers, risque sanitaire, niveau de connaissance, éducation environnementale, pratiques à risques

Abstract

In the district of Abidjan, the quantity of household waste has experienced a rapid increase in recent decades due to the accelerated urbanization that characterizes it. In its various municipalities, especially those of Adjamé and Bingerville, there is the presence of household garbage in the gutters, along roads and on public roads. This phenomenon, due to the poor management of household waste, causes foul odors and the proliferation of health risks. The objective of this study is to identify the explanatory factors for the persistence of risky household practices. From a much more quantitative perspective, the documentary study, direct observation and a semi-open questionnaire were used to obtain the data. The interpretation of our results was based on the structuralism-constructivist theory of Pierre Bourdieu and the sociological theory of risk of Ulrich Beck. From the analysis of the results obtained, it appears that the level of knowledge among households about waste management, Environmental education towards households and the practice of eco-educational measures within households make it possible to determine the level of environmental education of households.

Keywords : Household waste, health risk, level of knowledge, environmental education, risky practices

Introduction

La gestion des déchets ménagers solides constitue aujourd'hui l'un des principaux défis du développement urbain durable. Sous l'effet de la croissance démographique, de l'urbanisation accélérée et de l'évolution des modes de consommation, les villes produisent des quantités toujours plus importantes de déchets que les systèmes de collecte, de traitement et de valorisation peinent à absorber. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP, 2024), cette dynamique concerne particulièrement les pays

à revenu faible et intermédiaire, où les capacités institutionnelles, techniques et financières demeurent insuffisantes pour répondre à la croissance de la production des déchets.

En Afrique subsaharienne, cette problématique est aggravée par une urbanisation rapide, souvent non planifiée. Ograh, Noah et Ofuso (2020) montrent que les difficultés de gestion des déchets dans les villes africaines résultent autant du déficit d'infrastructures que des insuffisances de gouvernance, des contraintes financières et de la faible implication des populations. Dans la même perspective, Kubanza (2021) souligne que la participation communautaire et les comportements des ménages constituent des leviers essentiels de l'efficacité des politiques de salubrité. L'amélioration durable de la gestion des déchets suppose ainsi une approche intégrée associant les pouvoirs publics, les collectivités territoriales et les populations.

La Côte d'Ivoire n'échappe pas à cette réalité. La croissance rapide du district autonome d'Abidjan, alimentée par une forte dynamique démographique et une urbanisation soutenue, s'accompagne d'une augmentation continue de la production des déchets ménagers. Malgré les réformes engagées par l'État et le renforcement du dispositif institutionnel de gestion des déchets, les difficultés de collecte, de transport et de traitement persistent dans plusieurs communes de la capitale économique.

Les travaux récents menés en Côte d'Ivoire confirment cette situation. En étudiant les communes de Port-Bouët et de Treichville, Yeo, Akpo, Allali-Mangoua et Amani (2021) montrent que la collecte demeure essentiellement orientée vers l'enfouissement, avec une faible pratique du tri à la source et de la valorisation des déchets. De leur côté, Pregnon, Tia et Doua (2020) mettent en évidence les limites du système de pré-collecte à Cocody et montrent que les dysfonctionnements organisationnels favorisent l'insalubrité urbaine. Par ailleurs, N'Tamon Ekissi (2020) souligne que les représentations sociales des déchets et les pratiques quotidiennes des ménages constituent des facteurs déterminants de la persistance des comportements à risque dans les communes d'Adjamé et de Bingerville.

Ces insuffisances favorisent le développement de pratiques telles que les dépôts sauvages, le rejet des déchets dans les caniveaux, les espaces publics ou les plans d'eau. Elles contribuent à la dégradation du cadre de vie et à la prolifération de maladies liées à l'insalubrité. Les travaux de N'Guessan et Alla (2019) sur la commune d'Abobo montrent notamment que la mauvaise gestion des déchets solides et liquides accroît l'exposition des populations aux maladies diarrhéiques, au paludisme et à d'autres affections environnementales.

Les communes d'Adjamé et de Bingerville illustrent particulièrement cette problématique. Malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics à travers les politiques de salubrité urbaine, les campagnes de sensibilisation et le renforcement du cadre institutionnel, les ménages continuent d'adopter des pratiques qui compromettent l'efficacité des dispositifs de gestion des déchets et entretiennent les risques sanitaires.

Nous observons en particulier dans les communes d'Adjamé et de Bingerville que les ménages s'adonnent à des pratiques à risques. En effet, les ménages déversent les ordures dans les caniveaux et aux abords des routes. Cette pratique rend la ville insalubre. Dans certains quartiers comme Sans Lot, Berlin, Sodepalm, et Gbagba, à Bingerville, Bracodi, Williamsville, Bromakoté et Paillet extension à Adajmé, la défécation se fait en plein air. De plus, l'eau de ruissellement ou de toilette n'est pas loin des puits dont l'eau est utilisée par la population pour le ménage. Tous ces comportements et manières de faire entraînent la prolifération de risques sanitaires. A Bingerville, les populations sont constamment confrontées au paludisme, aux maladies diarrhéiques, aux infections respiratoires, aux dermatoses et à la fièvre typhoïde. En 2014, 11459 cas de paludisme, 3761 cas d'infections respiratoires aiguës, 1754 cas de diarrhée, 1523 cas de dermatologie, 40 cas de fièvre typhoïde et 6 cas de choléra ont été confirmés (Hôpital Général de Bingerville, 2014). De même à Adjamé, les populations sont confrontées à plusieurs risques sanitaires (paludisme, gale, diarrhée...) liés à la mauvaise gestion des déchets. Des alertes de choléra ont été lancées à plusieurs reprises et des campagnes de désinfections des cours ont eu lieu (Formations sanitaires urbaine de Williamsville, 2014). Soucieux de résoudre ces problèmes, l'Etat a essayé

d'apporter des solutions aux problèmes environnementaux. Ainsi, de 1960 jusqu'au 31 décembre 1991 où la collecte des ordures est revenue à la ville d'Abidjan, l'entretien de la ville d'Abidjan était assuré par la Société Ivoirienne de Travaux d'Aménagements Fonciers (SITAF). En 1992, en vue d'intensifier la collecte des ordures, une nouvelle société dénommée « *A.S.H International Disposal* » est créée et des coffres à ordures sont déposés dans toutes les communes d'Abidjan. Le 15 janvier 1995, l'hôtel de ville d'Abidjan a servi de cadre à la cérémonie d'installation officielle du Comité National de Salubrité Publique (CNSP). Depuis 2013, le Ministère de la Salubrité Urbaine a effectué des déguerpissements sur toute l'étendue du territoire ivoirien pour libérer tout espace occupé anarchiquement par la population et les ordures afin d'assainir les villes. L'Etat a mis en place en 2007 un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé « *Agence Nationale de la Salubrité Urbaine* ». Le 1^{er} février 2017, le gouvernement a signé un décret annonçant tous les premiers samedis du mois comme étant le jour de l'environnement en Côte d'Ivoire dans l'optique d'amener la population à avoir un comportement citoyen vis-à-vis de l'environnement. Cette opération est appelée « *grand ménage* ». Nonobstant toutes ces actions mises en place, la gestion des déchets ménagers dans la ville d'Abidjan constitue un véritable problème à cause des pratiques auxquelles s'adonnent constamment les ménages occasionnant des risques sanitaires. Face à cette problématique, la présente étude se fixe pour objectif d'identifier les facteurs déterminants de la persistance des pratiques à risques des ménages à Adjamé et à Bingerville. Les pratiques à risques s'expliquent par le niveau d'éducation environnementale des ménages.

2. Matériels et méthodes

Cette partie consiste à délimiter les champs de la recherche à travers le site et population, l'échantillon et la méthode d'analyse. Cette étude est de nature quantitative et descriptive à visée analytique. Elle adopte une approche transversale et vise à identifier les facteurs explicatifs de la persistance des pratiques à risque des ménages en matière de gestion des déchets ménagers dans les communes d'Adjamé et de Bingerville.

2.1. Matériel

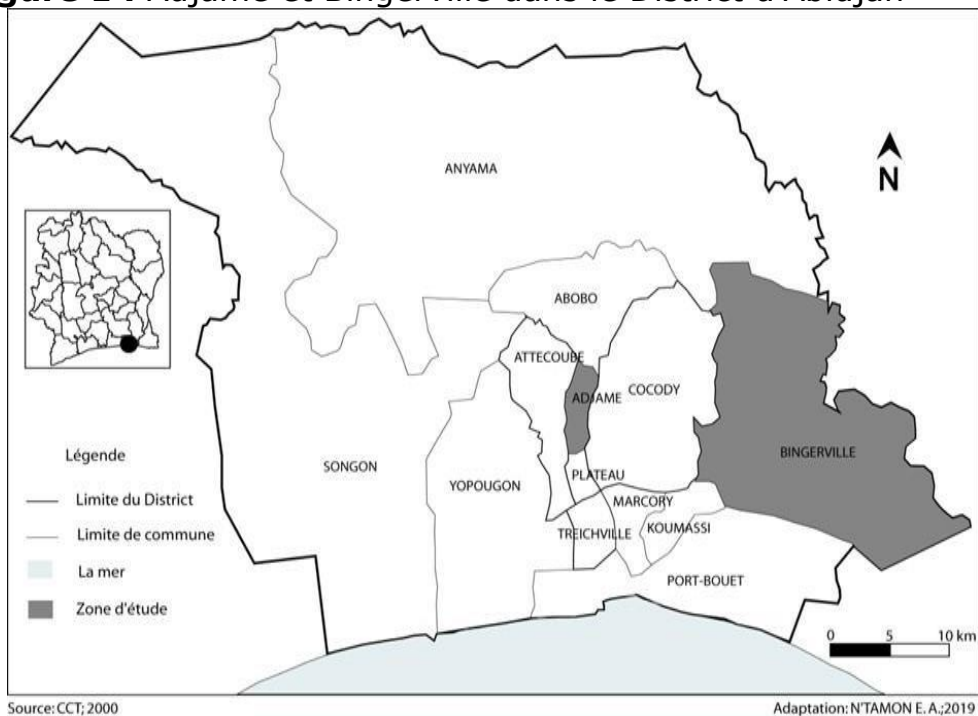
2.1.1. Zone d'étude

Le district autonome d'Abidjan est subdivisé par l'Agence Nationale de la Salubrité Urbaine (ANASUR) en cinq zones de gestion des déchets. La présente étude concerne les zones 2 et 3, notamment les communes d'Adjamé et de Bingerville (ANASUR, cité par Tra, 2013).

La commune d'Adjamé est située au centre du district d'Abidjan. Elle est limitée par les communes du Plateau, d'Attécoubé, de Cocody et d'Abobo. Avec une superficie d'environ 1 210 hectares, elle constitue un important pôle commercial et de transport interurbain. Elle se caractérise par une forte densité de population et une concentration élevée d'activités économiques, ce qui exerce une pression importante sur les services urbains, notamment la gestion des déchets.

La commune de Bingerville, située à l'est d'Abidjan sur le bord de la lagune Ébrié, présente un profil différent. Ancienne capitale coloniale, elle connaît aujourd'hui une urbanisation rapide, marquée par l'extension des quartiers résidentiels et la coexistence d'habitats planifiés et précaires. Cette diversité socio-spatiale en fait un cadre pertinent pour une analyse comparative des pratiques de gestion des déchets.

Le choix de ces deux communes repose sur leur contraste socio-économique, leur dynamique d'urbanisation et les difficultés persistantes de gestion des déchets ménagers, permettant ainsi une analyse comparative des comportements des ménages.

Figure 1 : Adjamé et Bingerville dans le District d'Abidjan

Source : Centre de Cartographie et de Télédétection, 2000

2.1.2. Bases des données collectées

La population cible est constituée des chefs de ménage des communes d'Adjamé et de Bingerville. Les données relatives au nombre de ménages proviennent du Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH, 2014) de l'Institut National de la Statistique (INS).

Tableau 1 : Effectif des ménages par commune

LOCALITES	HOMMES	FEMMES	TOTAL	NOMBRE DE MENAGE
ADJAME	193 733	179 245	372 978	77 362
BINGERVILLE	44 443	46 876	91 319	20 355
TOTAL	238 176	226 121	464 297	97 717

Source : Notre enquête, Août 2017

2.1.3. Échantillonnage et taille de l'échantillon

L'étude a utilisé un échantillonnage probabiliste proportionnel, permettant de garantir la représentativité des ménages dans chaque commune.

La taille de l'échantillon a été déterminée à partir d'une table statistique standard (Krejcie et Morgan, 1970) au seuil de confiance de 95 %.

Tableau 2 : Table statistique standard

Population	Marge d'erreur			Niveau de confiance		
	10 %	5 %	1 %	90 %	95 %	99 %
100	50	80	99	74	80	88
500	81	218	476	176	218	286
1 000	88	278	906	215	278	400
10 000	96	370	4 900	264	370	623
100 000	96	383	8 763	270	383	660
1 000 000+	97	384	9 513	271	384	664

Source : Notre enquête, Août 2017

Ainsi, la répartition de l'échantillon est la suivante :

- Adjamé : 296 chefs de ménage
- Bingerville : 78 chefs de ménage
- Total : 374 chefs de ménage

Les ménages ont été sélectionnés de manière aléatoire dans les différents quartiers des deux communes. Le chef de ménage a été retenu comme unité d'enquête en raison de son rôle central dans les décisions domestiques, notamment en matière de gestion des déchets.

2.1.3. Techniques et outils de collecte des données

Les données ont été collectées à l'aide d'un questionnaire structuré administré en face-à-face auprès des chefs de ménage.

Le questionnaire était organisé autour de quatre sections principales :

- caractéristiques socio-démographiques des ménages ;
- pratiques de gestion des déchets ménagers ;
- niveau d'éducation environnementale ;
- perception des risques sanitaires liés aux déchets.

Un pré-test a été réalisé afin de vérifier la compréhension des questions et d'améliorer la qualité de l'instrument de collecte.

2.2. Méthodes d'analyse

Les données ont été traitées à l'aide des logiciels SPSS version 22.0 et Sphinx. L'analyse s'est déroulée en deux étapes :

- une analyse descriptive (fréquences, pourcentages, tableaux croisés) permettant de décrire les caractéristiques des ménages et leurs pratiques ;
- une analyse explicative basée sur le test du khi carré (χ^2) afin d'identifier les relations entre les variables indépendantes et les pratiques à risque.

Les résultats ont été présentés sous forme de tableaux et interprétés au regard de la littérature scientifique.

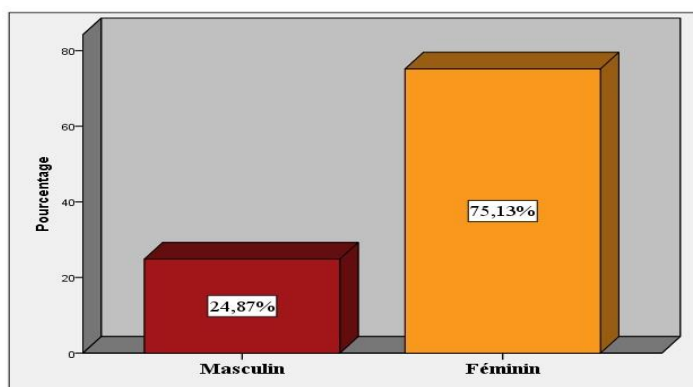
3. Résultats

3.1. Caractéristiques sociodémographiques des ménages

3.1.1. Répartition des ménages selon le sexe

Cette partie consiste à mettre en évidence la répartition des enquêtés selon le sexe. C'est ce que nous pouvons observer dans le graphique suivant.

Graphique 1 : Répartition des enquêtés selon le sexe



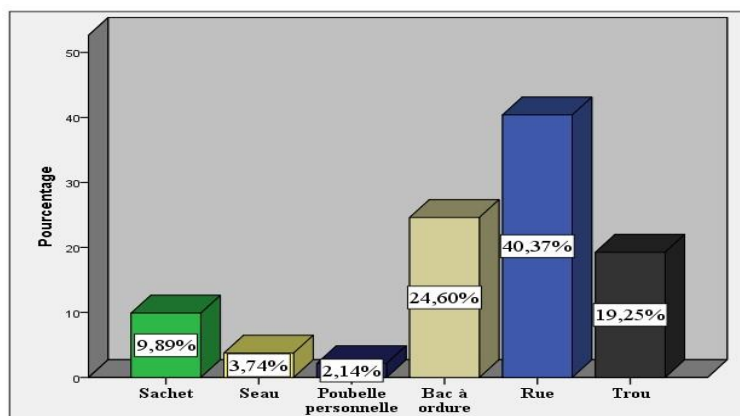
Source : Notre enquête, Août 2017

Le graphique nous renseigne qu'il y a 24,87% de masculin et 75,13% de féminin. A la lecture de ce graphique, le genre dominant est féminin. On constate un écart de 50,26% entre les deux (2) sexes. La forte proportion des femmes est liée au fait que c'est la femme qui s'occupe et supervise la grande majorité des activités au sein du ménage.

3.1.2 Moyen de stockage des déchets solides

Le graphique ci-dessous met en évidence le moyen de stockage des déchets solides des ménages.

Graphique 2 : Répartition des moyens de stockage des déchets solides des enquêtés



Source : Notre enquête, Août 2017

Ce graphique montre que 40,37% des enquêtés continuent de verser leurs ordures dans la rue et 19,25% dans des trous ou excavations naturelles. Seulement 24,60% des enquêtés versent leurs ordures dans un bac à ordure.

3.1.3 Gestion des déchets liquides

Le lieu de déversement des eaux usées par les ménages est énuméré dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3 : Lieu de déversement des eaux usées

Lieu de déversement	Effectif	Pourcentage
Caniveau	65	17,4
Dans la cours	58	15,5
Dans l'arrière cours	10	2,7
Dans la rue	114	30,5
Fosse septique	87	23,3
Egout	18	4,8
Nature	22	5,9
Total	374	100,0

Source : Notre enquête, Août 2017

A l'analyse de ce tableau, nous constatons que 87 des ménages sur 374 soit 23,3% utilisent des fosses septiques comme moyen d'évacuation des déchets liquides. 287 des ménages soit 76,7% utilisent des moyens non conventionnels dont 30,5% déversent les déchets liquides dans la rue. Ce taux relativement élevé montre bien le faible niveau de l'éducation environnementale des ménages.

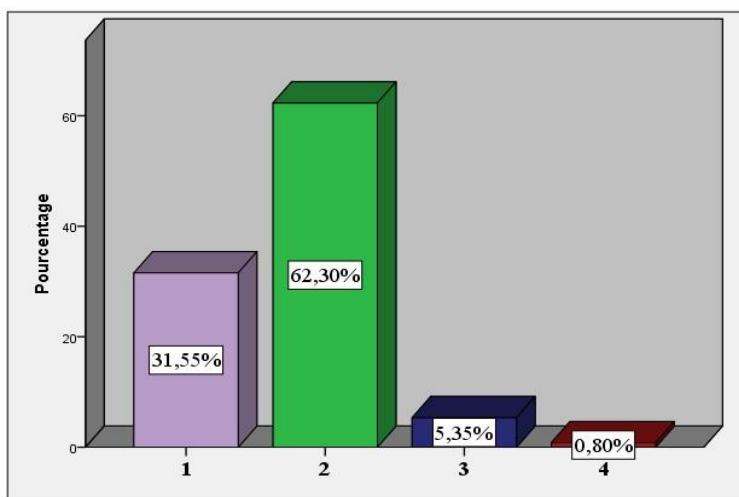
3.2 Niveau de connaissance sur la gestion des déchets

Cette variable permet de déterminer le niveau de connaissance des ménages sur la gestion des déchets.

Graphique 3 : Niveau de connaissance des ménages

Légende

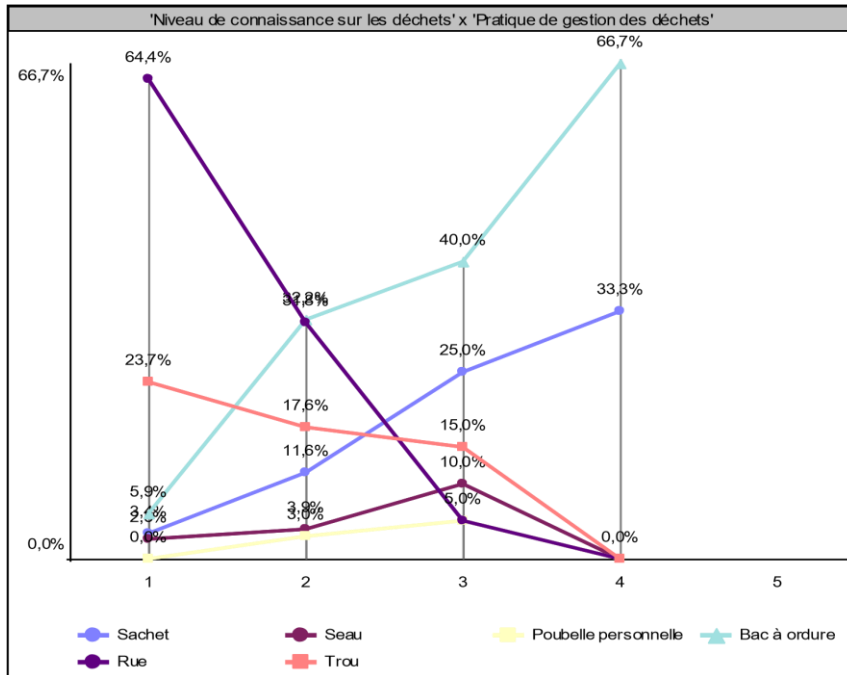
- 1=Faible
- 2=Insuffisant
- 3=Acceptable
- 4=Bon
- 5= Très Bon



Source : Notre enquête, Août 2017

La figure ci-dessus indique que presque tous les ménages interrogés ont un niveau de connaissance inférieure à 3 soit 93,85% c'est-à-dire 31,55% pour le niveau 1 et 62,30% pour le niveau 2. Tandis qu'on a 5,35% pour le niveau 3 et 0,8% pour le niveau 4 ce qui représente 6,15% de l'échantillon. A ce niveau, nous remarquons un écart de 87,8% et cette prédominance du niveau de connaissance 1 et 2 explique la gestion des déchets et la place de l'éducation environnementale au sein des ménages. Et ce niveau de connaissance a un impact considérable sur la gestion des déchets des ménages comme nous pouvons le constater au graphique ci-dessous.

Graphique 4 : Impact du niveau de connaissance sur la gestion des déchets



Source : Notre enquête 2017

À la lecture de ce graphique, les ménages qui ont un niveau de connaissance compris entre 1 et 2 déversent plus les ordures dans des excavations naturelles et dans la rue, soit respectivement 23,7% et 64,4%. Plus le niveau de connaissance des ménages est élevé, plus ceux-ci ne jettent plus leurs déchets dans des excavations et dans la rue mais plutôt dans des sachets ou dans des bacs à ordures avec respectivement 33,3% et 66,7%. Ce graphique traduit l'impact du niveau de connaissance des ménages sur le lieu où ils vont jeter leurs ordures.

Planche 1 : ordures dans la rue et dans les excavations (Bingerville)



Source : Notre enquête 2017

Comme nous pouvons l'observer sur ces images, les déchets ménagers se retrouvent dans la rue et dans les excavations. Un dépôt est même créé pas loin d'un établissement scolaire. Ce dépôt sert de lieu de défécation pour les enfants à proximité de l'établissement scolaire au détriment des élèves. D'où l'importance de voir s'il y a un lien entre le niveau de connaissance de la gestion des déchets des ménages sur les lieux de dépôts d'ordures. C'est ce que l'on peut voir dans le tableau ci-dessous.

Tableau 4 : test du khi-deux sur l'impact du niveau de connaissance de la gestion des déchets des ménages sur leurs lieux des dépôts d'ordures

		Ddl	Sig. approx. (bilatérale)
khi-deux de Pearson Rapport de vraisemblance	75,994 ^a	15	,000
	86,624	15	,000
Association linéaire par linéaire	35,146	1	,000
N d'observations valides	374		

Source : Notre enquête, 2017

a. 14 cellules (58,3%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de ,06.

Le test du khi-deux est supérieur à 25% mais le rapport de vraisemblance est inférieur à 0.05. Ce faisant, l'analyse des données indique qu'il y a un lien significatif entre ces deux variables (Kchi-deux = 15, ddl = p = 0.000). On peut donc conclure que le niveau de connaissance sur la gestion des déchets influence sur la pratique des ménages.

3.3 Education environnementale envers les ménages

L'éducation environnementale est un processus permanent par lequel les individus prennent conscience de leur environnement et acquièrent le savoir, les valeurs, les aptitudes, l'expérience et la détermination qui leur permettront d'agir individuellement et collectivement pour résoudre les problèmes environnementaux présents et futurs.¹

Ce niveau d'analyse s'intéresse à l'éducation environnementale et à la sensibilisation faite à la population. En effet, face à la problématique environnementale, l'information et la

¹ L'éducation environnementale : approche pour un développement durable, OCED, 1993, 2 rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16

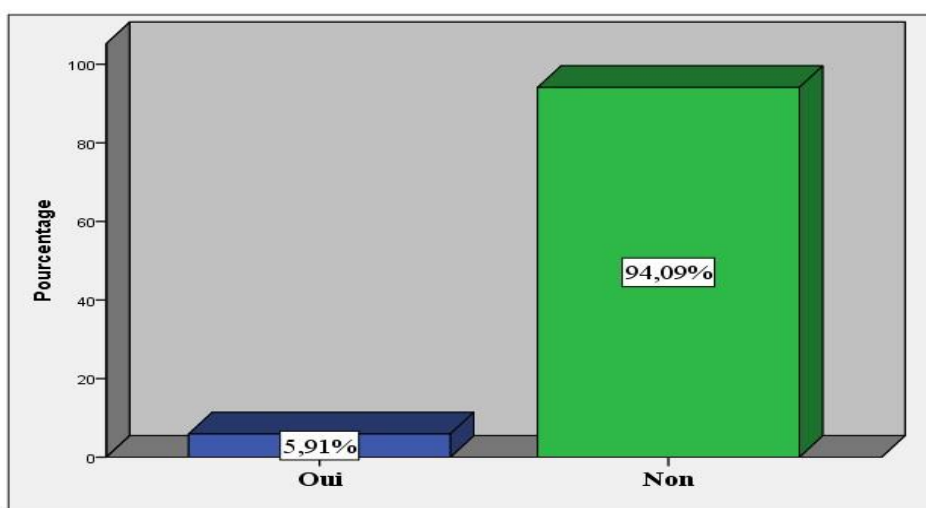
sensibilisation de la population relativement à la gestion de l'environnement s'imposent.

Pour mieux comprendre cette éducation environnementale, nous verrons la sensibilisation effectuée à l'endroit des ménages et la pratique des mesures de discipline éco éducative au sein des ménages pour toute personne ne respectant pas l'environnement et le mode de gestion des déchets ménagers.

3.3.1 Sensibilisation ou formation des ménages

Il s'agit ici de voir si des sensibilisations ou des formations ont été effectuées à l'endroit des ménages.

Graphique 5 : Taux de sensibilisation des enquêtés



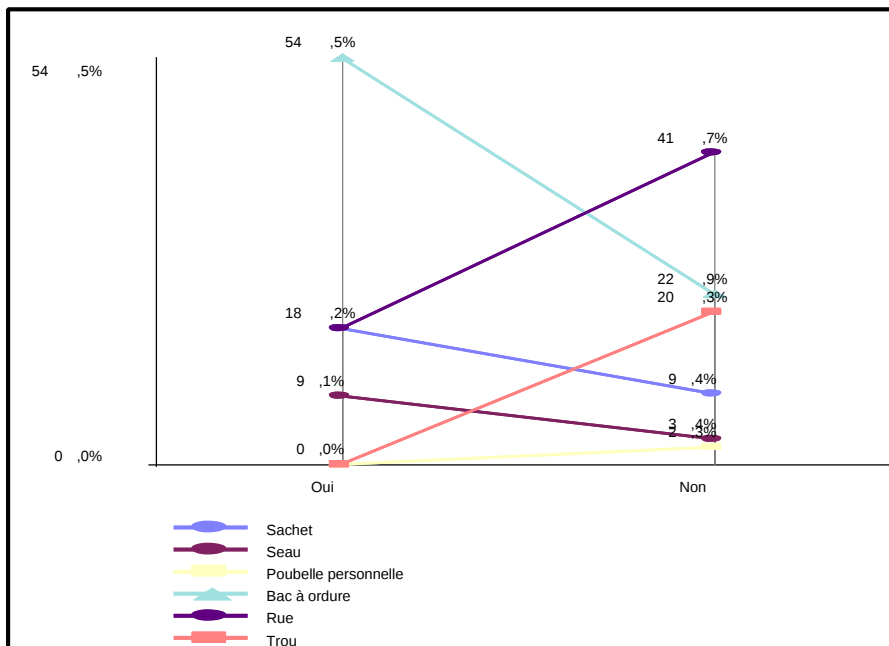
Source : Notre enquête, Août 2017

Par le biais de ce graphique, il ressort que 94,09% des ménages n'ont pas été sensibilisés ou reçu une formation sur l'environnement et la gestion des déchets. Seulement 5,91% des ménages ont reçu une sensibilisation. Un écart considérable de 88,18% entre ces deux catégories. Ce fort écart et le faible taux des ménages sensibilisés permettent de comprendre l'état de l'environnement et la gestion des déchets dans le District d'Abidjan.

Or l'on peut facilement admettre que plus les parents sont sensibilisés à la bonne gestion des déchets et à la protection de

l'environnement, plus leurs enfants développent des modes de vie respectueux de l'environnement. Ce faisant, il serait judicieux et primordial que les chefs de ménages reçoivent une éducation environnementale ou une sensibilisation pour le bien-être de tous car cette sensibilisation a une influence sur la manière de gérer les ordures. Le graphique suivant le démontre.

Graphique 6 : Impact de la sensibilisation sur la gestion des déchets



Source : Notre enquête, Août 2017

On observe ici que ceux qui ont reçu une sensibilisation environnementale, ont une bonne pratique de gestion des déchets ménagers en ce sens que 00% des ménages ne jettent pas leurs ordures dans des excavations naturelles et 54,5% jettent leurs ordures dans des bacs à ordures. Ceux qui n'ont pas reçu de sensibilisation, 20,3% jettent leurs ordures dans des excavations naturelles et 41,7% dans la rue.

Tableau 5 : Test du khi-deux de l'impact de la sensibilisation sur la gestion des déchets ménagers

	Valeur	ddl	Sig. approx. (bilatérale)
khi-deux de Pearson	19,571 ^a	5	,002
Rapport de vraisemblance	22,132	5	,000
Association linéaire par linéaire		1	,002
N d'observations valides	797 372		

Source : Notre enquête, Août 2017

a. 4 cellules (33,3%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de ,47.

Le test de Khi-deux est supérieur à 25% or le rapport de vraisemblance est inférieur à 0.05. Alors, l'analyse des données indique qu'il y a un lien significatif entre ces deux variables (Khi-deux = 19,57 ddl = p = 0.002). On peut donc conclure que l'éducation environnementale sur la gestion des déchets influence sur la pratique de la gestion des déchets solides par les ménages.

Cette analyse montre ainsi l'importance de la sensibilisation environnementale ou éducation environnementale envers les ménages dans la gestion des déchets ménagers pour un environnement salubre.

Mais face à l'insalubrité récurrente occasionnée par les DM, on observe une déficience au niveau de la sensibilisation des ménages.

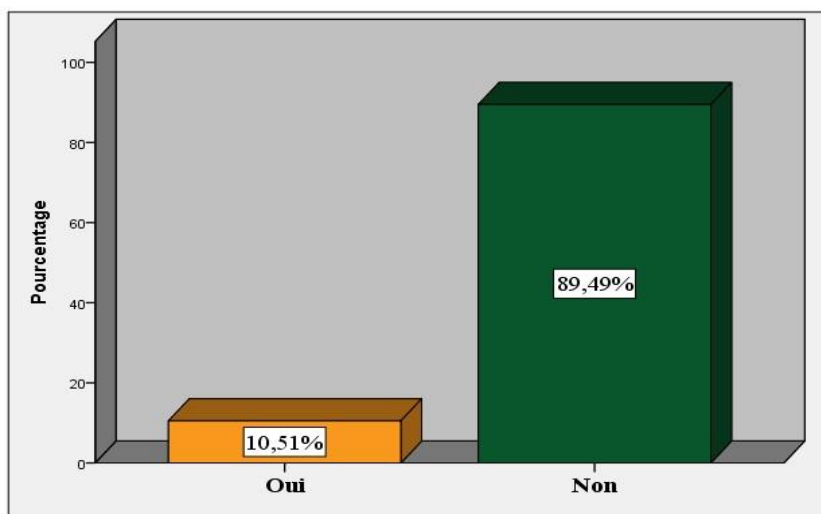
En clair, il n'existe pas de politique véritable en matière de sensibilisation environnementale. Même si le cadre légal de la gestion des DM est resté dans une vision ancienne où les déchets sont destinés à l'abandon, les élus locaux peuvent, tout de même, sensibiliser les ménages à ne pas les jeter n'importe comment et

n'importe où. Relativement à l'insuffisance de sensibilisation à l'égard des ménages se dégage un fait social important. Il en ressort un problème majeur de communication et un fossé en termes d'éloignement des élus locaux des administrés. Animés par le sentiment de supériorité ou par la distance hiérarchique, les administrateurs locaux, relativement à la gestion des affaires publiques, ont du mal à se rapprocher des ménages, à avoir un contact direct avec eux. Il se pose alors le problème de l'intégration d'une communication de proximité et d'ouverture d'espace pour le dialogue ainsi que la discussion. La contrepartie de ce problème est la méconnaissance des attentes réelles et des perceptions ainsi que des capacités cognitives des ménages pouvant contribuer à l'amélioration de l'insalubrité.

3.3.2 Mesure de discipline éco éducative

Cette partie consiste à déterminer s'il existe des sanctions contre toutes personnes ne respectant pas l'environnement et le mode de gestion des déchets de la maison.

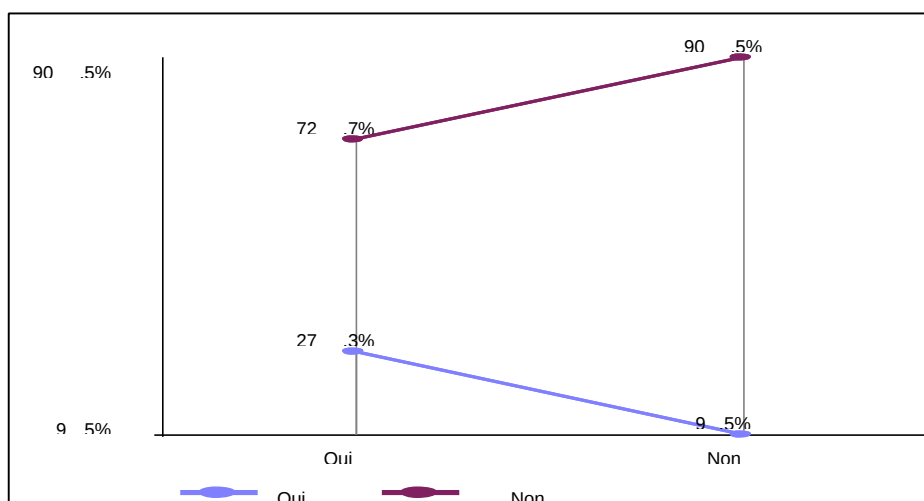
Graphique n°7 : Existence de mesure de discipline éco-éducative



Source : Notre enquête, Août 2017

Comme nous pouvons le constater, 89,49% des ménages n'exercent pas de sanctions contre toute personne ne respectant pas l'environnement et le mode de gestion des déchets de la maison. Seulement 10,51% des chefs de ménages exercent une mesure de discipline éco-éducative de l'environnement dans leur ménage. Cet écart de 78,98% de manque de mesure de discipline éco-éducative environnementale dans les ménages permet de comprendre le comportement de la population dans la gestion des déchets mais aussi la génération que nous aurons dans l'avenir mais surtout le visage du District d'Abidjan dans quelques années. Même ceux qui ont reçu une sensibilisation environnementale ne sont pas en marges dans cette attitude comme le montre le graphique ci-dessous.

Graphique 8 : Impact de la sensibilisation sur l'application de mesure de discipline éco éducative



Source : Notre enquête, Août 2017

Parmi les ménages qui ont reçu une sensibilisation, 27,3% seulement appliquent des mesures de discipline éco-éducative au sein de leurs ménages et 72,7% ne le font pas. Par contre, au niveau de ceux qui n'ont pas reçu de sensibilisation,

9,5% l'appliquent et 90,5% ne le font pas. Ces grands écarts (45,4% et 81%) entre ces deux catégories au niveau des mesures

éco-éducative au sein des ménages permettent d'expliquer l'état environnemental et la gestion des déchets dans le District d'Abidjan.

Tableau 6 : Test de Khi-deux sur l'impact de la sensibilisation dans l'application de mesure de discipline éco-éducative

	Valeur	ddl	Sig. approx. (bilatérale)	Sig. exacte (bilatérale)	Sig. exacte (unilatérale)
khi-deux de Pearson	6,906 ^a	1	,009		
Correction pour continuité	5,154	1	,023		
Rapport de vraisemblance	5,184	1	,023		
Test exact de Fisher				,020	,020
Association linéaire par linéaire	6,887	1	,009		
N d'observations valides	369				

Source : Notre enquête, Août 2017

- a. 1 cellules (25,0%) ont un effectif théorique inférieur à 5. L'effectif théorique minimum est de 2,33.
- b. Calculée uniquement pour une table 2x2.

Le test du Khi-deux est égal à 25%. Alors l'analyse des données indique qu'il y a un lien significatif entre le fait d'avoir reçu une éducation environnementale et la mise en place de mesures de discipline au sein des ménages afin de permettre au ménage d'avoir un comportement éco citoyen vis-à-vis de l'environnement (Khi deux=6,91, =1, p=0.009).

Discussion

Les résultats de cette étude montrent que le niveau d'éducation environnementale constitue un facteur déterminant dans l'adoption des bonnes pratiques de gestion des déchets ménagers. Les ménages les mieux informés sur les enjeux environnementaux adoptent plus facilement des comportements responsables.

Ces résultats sont en cohérence avec plusieurs travaux récents menés en Afrique francophone. Akouê et Bah (2019), dans une étude réalisée à Korhogo en Côte d'Ivoire, montrent que les pratiques des ménages sont fortement influencées par le niveau d'information et de sensibilisation environnementale, et que l'insuffisance d'éducation environnementale favorise les comportements d'insalubrité.

Dans le même contexte ivoirien, Assou et Ouattara (2024) soulignent que la gestion des déchets ménagers en milieu lagunaire reste fortement liée aux comportements des populations, notamment au niveau de connaissance des risques sanitaires et environnementaux.

De même, Yeo, Dongo et Orou Kotchi (2025), dans une étude menée à Tiassalé, montrent que la faible sensibilisation des ménages et l'insuffisance d'éducation environnementale constituent des facteurs explicatifs majeurs des pratiques de dépôt anarchique des déchets.

Dans une perspective plus large, plusieurs études francophones en Afrique de l'Ouest confirment également cette tendance. Les travaux de Sanogo et al. (2020) au Burkina Faso montrent que la participation communautaire et la sensibilisation environnementale améliorent significativement les pratiques de gestion des déchets dans les quartiers urbains. De même, Koné et al. (2021) en Côte d'Ivoire soulignent que les comportements des ménages sont fortement liés à la perception des risques sanitaires associés aux déchets.

Cependant, ces résultats doivent être nuancés par d'autres travaux qui insistent davantage sur les facteurs structurels que comportementaux.

Ainsi, Djane (2019) montre que la crise de la gestion des déchets à Korhogo est principalement liée aux défaillances de gouvernance, au manque de coordination des acteurs et à l'insuffisance des moyens techniques et financiers.

Dans le même sens, Assou et Ouattara (2024) soulignent que même lorsque les ménages sont sensibilisés, l'absence de systèmes efficaces de collecte limite l'adoption de bonnes pratiques de gestion des déchets.

Par ailleurs, les travaux de Akouê et Bah (2019) montrent que les contraintes institutionnelles et organisationnelles jouent un rôle

central dans la persistance de l'insalubrité urbaine, parfois plus que les facteurs liés à l'éducation environnementale.

Enfin, Yeo et al. (2025) insistent sur le fait que la performance du système de gestion des déchets dépend fortement de la structuration du service public et de la disponibilité des infrastructures de collecte.

Au regard de ces résultats, il apparaît que l'éducation environnementale constitue un facteur important mais non suffisant pour expliquer à elle seule les pratiques de gestion des déchets ménagers. Elle agit plutôt comme un facteur facilitateur, dont l'efficacité dépend fortement du contexte structurel dans lequel évoluent les ménages.

Ainsi, l'adoption de comportements écologiques repose sur une interaction entre :

- le niveau de sensibilisation environnementale ;
- l'accessibilité des services de collecte ;
- la qualité de la gouvernance urbaine ;
- les conditions socio-économiques des ménages.

Conclusion

La présente étude s'inscrit dans l'analyse des déterminants des pratiques de gestion des déchets ménagers dans le district autonome d'Abidjan, avec un accent particulier sur les communes d'Adjamé et de Bingerville. Elle visait à identifier les facteurs expliquant la persistance des comportements à risque des ménages en matière de gestion des déchets.

Les résultats obtenus montrent que le niveau d'éducation environnementale constitue un facteur important dans l'adoption de pratiques adéquates de gestion des déchets. En effet, les ménages disposant d'une meilleure connaissance des enjeux environnementaux adoptent plus facilement des comportements responsables, notamment en matière de stockage, de rejet et d'évacuation des déchets ménagers.

Toutefois, cette influence n'est pas exclusive. L'analyse met également en évidence que les pratiques à risque des ménages

sont liées à un ensemble de facteurs complémentaires, notamment l'accessibilité des services de collecte, les contraintes socio-économiques et les insuffisances de la gouvernance urbaine.

Ces résultats montrent ainsi que la gestion des déchets ménagers ne peut être appréhendée uniquement sous l'angle comportemental, mais nécessite une approche intégrée combinant éducation environnementale, renforcement des infrastructures et amélioration de la gestion institutionnelle.

Sur le plan des implications, cette étude suggère la nécessité de renforcer les politiques d'éducation environnementale à destination des ménages, tout en améliorant l'efficacité des systèmes de collecte et de gestion des déchets afin de réduire durablement les risques sanitaires et environnementaux.

Enfin, comme toute recherche empirique, cette étude présente certaines limites liées notamment au choix des variables, à la taille de l'échantillon et aux contraintes liées à la collecte des données. Ces limites n'enlèvent toutefois rien à la portée indicative des résultats, qui peuvent servir de base pour de futures recherches et pour l'orientation des politiques publiques de salubrité urbaine.

Références bibliographiques :

AKOUE Yao Claude & BAH Yega Daniel, 2019. « Pratique des ménages dans la gestion de leurs déchets : quel enjeu pour une gestion durable autour des plans d'eau dans la commune de Korhogo ? », *Revue Africaine de Migration et Environnement*, Vol. 3, n° 2, pp. 165–182.

DOI : 10.5281/zenodo.7566264

ASSOU Kouadio & OUATTARA Alphonse, 2024. « Gestion des déchets ménagers et dynamiques environnementales en milieu urbain lagunaire en Côte d'Ivoire », *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique*, Vol. 6, n° 1, pp. 45–60.

BANQUE MONDIALE, 2018. *What a Waste 2.0: A Global Snapshot of Solid Waste Management to 2050*, World Bank, Washington D.C.

DJANE Kabran Aristide, 2019. « Crise de la gestion de l'environnement en Côte d'Ivoire : vers une sociologie du réseau de gouvernance des ordures ménagères à Korhogo », *Revue Africaine des Sciences Sociales et de la Santé Publique*, Vol. 24, pp. 1–20.

KONÉ Adama et al., 2021. « Gestion des déchets ménagers et perception des risques sanitaires en Côte d'Ivoire », *Revue Ivoirienne de Géographie et de Développement*, Abidjan, pp. 55–74.

KONÉ-BODOU Possilétya Julie, BALLO Zié, KOUADIO Alain Serges, KOUAMÉ Kouamé Victor, YAPI Dopé Armel Cyrile et SANOGO Tidou Abiba, 2020. « Fardeau économique du paludisme et pratiques de gestion des ordures ménagères : cas des communes de Cocody, Anyama, Port-Bouët et Yopougon (Abidjan, Côte d'Ivoire) », *European Scientific Journal*, Vol. 16, n° 6, pp. 152–172.

KUBANZA N'tambwe Serge, 2021. « Community participation in solid waste management in Sub-Saharan Africa », *Development Southern Africa*. (Référence à compléter : volume, numéro, pages selon ton article exact)

N'TAMON EKISSI Alexis, 2020. « Gestion des déchets ménagers dans les communes d'Adjamé et de Bingerville dans le district autonome d'Abidjan, Côte d'Ivoire », *European Scientific Journal*, Vol. 16, n° 26, pp. 35–50.

OGRAH Tonny, NOAH Amankorah & OFUSO Eric Kwadjo, 2020. « Municipal Solid Waste Management in Africa: A Review of State-of-the-Art Literature ». (Référence à compléter selon la source exacte : revue, conférence ou rapport)

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ (OMS), 2023. *Compendium of WHO and Other UN Guidance on Health and Environment*, OMS, Genève.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT (PNUE/UNEP), 2024. *Global Waste Management Outlook 2024: Beyond an Age of Waste – Turning Rubbish into a Resource*, United Nations Environment Programme, Nairobi.

SANOGO Issa, TRAORÉ Moussa & KONE Boubacar, 2020. « Gestion communautaire des déchets solides en milieu urbain au Burkina Faso : enjeux et perspectives », *Revue Africaine de Développement*, Ouagadougou, pp. 33–52.

YE Oumar, DONGO Koffi & OROU KOTCHI Rodrigue, 2025. « Évaluation du système de gestion des déchets solides municipaux dans la ville de Tiassalé au sud de la Côte d'Ivoire », *Revue des Sciences de l'Environnement*, Abidjan, pp. 1–18.

YEO Eugène Noël, AKPO Séraphin Koffi, ALLALI-MANGOUA Clarisse Louise Agnès & AMANI Roger Adou Gervais, 2020. « Gestion intégrée des ordures ménagères dans le District d'Abidjan en Côte d'Ivoire : cas des communes de Port-Bouët et Treichville », *International Journal of Innovation and Applied Studies*, Vol. 31, n° 2, pp. 249–257.